


Michel Fontaine/MSSS/SSSS

Envoyé par : Mélissa
Breton-Drouin/MSSS/SSSS

2016-09-14 11:58

A Martine Couture/PDG/CIUSSS Saguenay Lac
St-Jean/Reg02/SSSS@SSSS
cc Gilles Gagnon/PDGA/CIUSSS Saguenay Lac
St-Jean/Reg02/SSSS@SSSS
ccc Richard Audet/MSSS/SSSS@SSSS; Danielle
Lavoie/MSSS/SSSS@SSSS; Lise
Caron/MSSS/SSSS@SSSS; pgri@msss.gouv.qc.ca
Objet Projet du réseau à préautoriser pour le Centre de
répartition des demandes de services - CIUSSS du
Saguenay-Lac-Saint-Jean - 16-MS-04728-02

Santé
et Services sociaux

Québec 

Bonjour,

Vous trouverez ci-dessous le fichier PDF d'une lettre sous ma signature concernant le dossier mentionné en objet.



2016-09-14 - MCouture - 16-MS-04728-02.pdf 16-MS-04728-02_P.J._R-02_DJS-allege-Établissement.docx

Veuillez prendre note qu'aucune copie papier ne suivra.

Au plaisir et bonne journée!

François Dion pour

Michel Fontaine

Sous-ministre

Ministère de la Santé et des Services sociaux
1075, chemin Sainte-Foy - 14e étage
Québec (Québec) G1S 2M1
Tél. : 418 266-8989
www.msss.gouv.qc.ca

**Au MSSS, on agit ensemble
pour la qualité de vie!**

AVIS DE CONFIDENTIALITÉ

Ce message peut renfermer des renseignements protégés ou des informations confidentielles.

PAR COURRIER ÉLECTRONIQUE

Québec, le 14 septembre 2016

Madame Martine Couture
Présidente-directrice générale
Centre intégré universitaire de santé
et de services sociaux du Saguenay-Lac-St-Jean
930, rue Jacques-Cartier Est
Saguenay (Québec) G7H 7K9

**Objet : Préalautorisation de la réalisation du projet de mise en place de la solution
transitoire : Centre de répartition des demandes de service du Centre
intégré universitaire de santé et de services sociaux (CIUSSS) Saguenay-
Lac-St-Jean**

Madame la Présidente-Directrice générale,

Dans le cadre des travaux visant la mise en place des solutions en ressources informationnelles permettant de répondre au besoin de l'objet prioritaire « Accès aux médecins spécialistes », les travaux seront réalisés en deux grandes phases. La première vise à mettre en place une solution transitoire qui permettra de regrouper la prise en charge des nouvelles demandes de consultation en médecine spécialisée au centre de répartition des demandes de service (CRDS) de votre territoire d'ici le 30 septembre prochain. La deuxième permettra d'identifier et de rendre disponible une solution provinciale à terme.

Considérant le court délai de mise en place de la première phase, l'obligation d'autoriser les projets avant leur réalisation et afin de faciliter la documentation des projets, un dossier justificatif sommaire (DJS) précomplété à partir des informations soumises par votre organisation au ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) est joint à la présente. Celui-ci devra être finalisé afin de confirmer cette autorisation ministérielle.

... 2

Le processus d'autorisation a aussi été revu pour tenir compte de l'échéance du 30 septembre prochain. En effet, comme ce projet respecte les cibles fixées par l'orientation stratégique du ministre de la Santé et des Services sociaux, monsieur Gaétan Barrette, en technologies de l'information et constitue une solution transitoire, nous autorisons à l'avance la réalisation de ce projet, en conformité de la Loi sur la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics et des entreprises du gouvernement, s'il répond aux conditions suivantes:

- le DJS précomplété ci-joint, qui documente la solution transitoire visant à permettre la prise en charge des nouvelles demandes de consultation en médecine spécialisée au CRDS de votre territoire, devra être finalisé, signé et soumis dès que possible via Actifs+ Réseau, afin de confirmer cette autorisation ministérielle;
- le coût de ce projet, évalué par votre établissement à 51 633,00 \$, ne devra pas excéder ce montant de plus de 30%. C'est pourquoi le coût maximal préautorisé pour ce projet est fixé à 67 122,90 \$. Dans le cas où le DJS soumis présenterait un coût supérieur à ce coût maximal préautorisé, le projet devrait faire l'objet d'une nouvelle autorisation.

Concernant le financement de ce projet, le MSSS s'engage à y contribuer jusqu'à un montant maximal de 51 633,00 \$. Tout dépassement de ce montant sera à la charge de l'établissement. Les modalités de ce financement vous seront communiquées ultérieurement.

Aussi, étant donné le contexte des priorités ministérielles, le MSSS considère que votre organisation s'engage à :

- procéder aux travaux pour relier ou remplacer ce système d'information ou l'une de ses fonctionnalités à un équivalent devenu disponible dans le Dossier clinique informatisé provincial Cristal-Net, et ce, selon la priorité et le calendrier ministériel prescrit;
- conserver une capacité de réalisation suffisante pour mener à bien les priorités ministérielles, et ce, selon le calendrier ministériel prescrit;
- respecter les modalités contractuelles établies par le MSSS dans le contexte des solutions provinciales;
- accepter de faire un deuxième changement lorsqu'une solution provinciale pouvant remplacer ce système d'information sera disponible, et ce, selon la priorité et le calendrier ministériel prescrit.

L'autorisation de ce projet est sujette au respect de l'équilibre budgétaire. Nous vous demandons cependant de vous assurer que les orientations du MSSS en matière de sécurité, de protection des renseignements personnels et d'architecture soient prises en considération lors de la réalisation de ce projet.

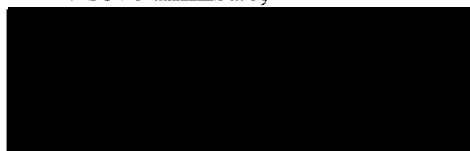
Nous vous rappelons que votre organisation est soumise à l'ensemble des lois et règlements s'appliquant dans le cadre de la mise en œuvre de ce projet. L'autorisation du MSSS ne vise, en aucun cas, les produits informatiques ou, selon le cas, les fournisseurs de services auxquels vous feriez référence, le cas échéant, dans les plans ou les documents de soutien produits, et ne doit pas être considérée comme une approbation au recours à ces biens ou services identifiés ou encore une reconnaissance d'un processus d'octroi de contrat à leur égard.

Selon l'envergure du projet, le suivi de la réalisation de ce projet se fera par l'intermédiaire du processus d'État de santé des projets prévu au Plan de gestion des ressources informationnelles. Tout changement majeur (augmentation de plus de 10 %) au regard du coût final autorisé ou de l'échéancier ou encore tout changement significatif à la portée de ce projet, le cas échéant, devra faire l'objet d'une autorisation de votre part et devra être porté à l'attention de monsieur Richard Audet, dirigeant réseau de l'information. Un gabarit est disponible à cet effet.

Nous vous laissons le soin d'informer les secteurs concernés des obligations liées à la préautorisation de ce projet, afin qu'ils puissent amorcer les démarches requises. Pour toutes questions concernant cette préautorisation, nous vous invitons à communiquer avec madame Danielle Lavoie, directrice du soutien à la gouvernance des ressources informationnelles, de la Direction générale des technologies de l'information.

Veuillez agréer, Madame la Présidente-Directrice générale, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Le sous-ministre,



Michel Fontaine

p. j.

c. c. Monsieur Gilles Gagnon, CIUSSI du Saguenay-Lac St-Jean

N/Réf. : 16-MS-04728-02

Identification du projet	PP - Centre de répartition des demandes de services (CRDS)
Numéro du projet	Inscrire le numéro indiqué dans la fiche projet d'Actifs+ Réseau.
Organisation/Région	Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux (CIUSSS) du Saguenay-Lac-Saint-Jean

BESOINS

Description du besoin et des processus d'affaires (expliquer clairement le besoin en termes cliniques ou administratifs en évitant des acronymes)

Description:

Dans le cadre du projet prioritaire "Accès aux médecins spécialistes - volet APSS", le ministère de la Santé et de Services sociaux (MSSS) a demandé aux établissements de mettre en place un centre de répartition des demandes de service (CRDS). Ce CRDS devra être le point de chute unique dans la région (ou groupe de régions) pour les nouvelles demandes de référence pour une consultation en médecine spécialisée en provenance d'un médecin de famille de première ligne, et ailleurs qu'en services d'urgence d'un établissement. Il devra également être en mesure de diriger la demande de service vers un dispensateur pouvant répondre à l'intérieur du délai médicalement acceptable convenu sur les formulaires standardisés. À terme, une solution informatique provinciale viendra supporter le processus de référence vers la médecine spécialisée. À court terme, il est demandé aux établissements de mettre en place un processus de transition, incluant le volet des ressources informationnelles.

Est-ce que ce besoin est en lien avec les priorités ministérielles/régionales/locales? - Lesquelles : Oui, il est en lien avec l'objet prioritaire « accès aux médecins spécialistes ».

PROJET

Portée du projet

Il s'agit de mettre en place un seul point de chute par territoire pour les nouvelles demandes de consultation – Centre de répartition des demandes de service (CRDS) pour les types de demandes suivantes : en provenance des médecins de famille, pour les services spécialisés en établissement public et en cabinet privé. Selon les critères suivants: respect du délai associé à la condition clinique, proximité du lieu de résidence du patient et les demandes nominatives.

La solution transitoire comprend les éléments suivants :

1.

Acquérir et installer le module eRendez-vous dans eClinibase déjà en place à l'installation de Chicoutimi. Aucun transfert d'historique des cliniques existantes de Clinibase rendez-vous n'est nécessaire. Nous démarrons les cliniques à neuf en mode CIUSSS. Comme eClinibase est déjà lié à l'index-ADT de Chicoutimi, les dossiers seront accessibles. Pour les dossiers inexistants à l'installation de Chicoutimi, nous utiliserons une séquence de numéros de dossier temporaire. Lors du transfert de la demande dans l'installation, le numéro de dossier de l'installation sera utilisé. L'arrivée d'un IPO CIUSSS facilitera grandement ce processus. L'utilisation d'un système de rendez-vous CIUSSS au CRDS est grandement souhaité pour mettre en place un processus efficient et efficace pour la mise en place des neufs cliniques spécialisées ciblées et celles qui suivront. Les bureaux des spécialistes devront transmettre les grilles horaires au CRDS de leurs disponibilités.

Nous pourrions les piloter dans une structure nouvelle, avec les priorités d'attente souhaitées et avec la vision d'une liste d'attente commune par spécialité. Ce système serait l'outil de base du futur CRDS dans l'optique d'un point de chute unique de toutes les demandes, d'une gestion unifiée des listes d'attente selon les priorités du guide de déploiement de l'APSS et d'une attribution des rendez-vous en visualisant l'ensemble des plages horaires disponibles.

Les plages de disponibilité du système de rendez-vous régional seront générées selon les disponibilités des systèmes locaux. Cependant, comme plus aucun nouveau cas ne pourra être géré localement, au fur et à mesure de la réalisation des rendez-vous, il y aura une diminution des plages de nouveaux cas à l'installation, et ce, au bénéfice des plages pour les nouveaux cas dans le système régional du CRDS. La gestion des urgences et des suivis se feront localement dans ce mode de transition.

Une épuration des listes devra être faite dans les installations au cours des six premiers mois; les rendez-vous restants pourront être repriorisés par la suite selon les critères de l'APSS.

2.

Le développement d'un portail de Demandes de service Web facilitera le processus de réception des demandes au CRDS en déposant dans un répertoire toutes les demandes reçues. L'affichage de la liste des demandes sera en ordre de dates et d'heures de dépôt en commençant par la plus ancienne. Le système de gestion des demandes de service permettra l'identification du moment où la priorisation est effectuée dans la liste d'attente pour faciliter le calcul des indicateurs. La demande de service pourra être liée au patient dans la liste d'attente avec le module Demande de service allégée de Logibec; elle suivra le patient lors de l'attribution du rendez-vous dans la grille horaire et éventuellement dans un DCI.

Compte tenu qu’il n’y a pas d’interface possible entre les eRendez-vous dans les installations, une double saisie est nécessaire. Un mécanisme de transfert des demandes de service est prévu lorsque l’attribution du rendez-vous est complétée afin de diriger la demande de service dans la bonne installation. Une liste des rendez-vous attribués par installation et par spécialité sera produite à partir du eRendez-vous CRDS et acheminée aux installations, afin de consigner les rendez-vous dans le système local, de sorte que la liste d’attente et les rendez-vous seront entièrement gérés par le CRDS, tel que souhaité.

3. L’acquisition et l’installation du module de gestion des Demandes de service allégées de Logibec nous permettent de lier la demande de service à la liste d’attente, diminuant énormément le processus de travail de l’agente au CRDS. Il permet de traiter également les demandes papier qui risquent tout de même d’arriver. Il permet la numérisation de la demande directement en lien avec le patient dans la liste d’attente.

ÉCHÉANCIER

Date de début prévue du projet : AAAA/MM/JJ

Date de fin prévue du projet : AAAA/MM/JJ

COÛTS/FINANCEMENT/APPROVISIONNEMENT

Coûts estimés (\$)

Le coût inclut les dépenses de toutes les phases, il doit donc comprendre l'ensemble des actions menant au développement, à la mise à niveau, à l'acquisition, à la location, à l'évolution, à l'implantation et au rodage d'applications et de biens en ressources informationnelles. Les coûts associés à la gestion du projet,à la gestion du changement, à l'analyse de risques, à la formation, etc. font aussi partie du coût du projet. Tous les coûts directs associés à l'ensemble de ces activités incluent les ressources humaines (internes ou externes) et matérielles quelle que soit la source de financement.

Compléter le tableau ci-dessous :

Description		Commentaires
Ressources humaines	Coûts	
Internes		
Externes	4000	
Sous-total	4000	
Acquisitions		
Matériel	2733	Poste de travail
Logiciel et progiciel	44900	Module de rendez-vous Logibec, rehaussement eClinibase, portail web.
Sous-total		
Autres coûts		
Préciser...		
Préciser...		
Sous-total		
Contingences		
Sous-total		
TOTAL	51633	

Ventiler les coûts (\$) du projet (pour ajouter plus de précisions, vous pouvez ajouter des lignes).

Note : Au besoin, ce tableau ou tout autre document qui justifie les coûts peut être ajouté en pièce jointe dans l'onglet « Documents attachés » d'Actifs+ Réseau.

Coût de la récurrence annuelle (cinq ans)

Indiquer le coût de la récurrence annuelle (\$) à prévoir. Si aucune récurrence, veuillez expliquer : il s'agit d'un support financier ponctuel pour un projet TI intérimaire.

Activités	An 1	An 2	An 3	An 4	An 5	Total
Matériel et logiciel		S/O	S/O	S/O	S/O	S/O
Ressources humaines		S/O	S/O	S/O	S/O	S/O
Sous-total		S/O	S/O	S/O	S/O	S/O

Moins : économies projetées dans le cas du remplacement d'un système existant (produit de la disposition et frais récurrents récupérés)		S/O	S/O	S/O	S/O	S/O
Total						

Sources de financement

Indiquer les sources de financement et les montants (\$) associés au projet et à sa récurrence.

	\$ Projet	\$ Récurrence	TOTAL
Budget de fonctionnement de l'établissement		S/O	
Autres dépenses TI de nature capitalisable		S/O	
Autres sources de financement :		S/O	
• Soldes de fonds, avoir propre (préciser)		S/O	
• Revenus reportés (préciser)		S/O	
• Fonds affectés (préciser)		S/O	
• Fonds des activités régionalisées (préciser)		S/O	
• Autres		S/O	
TOTAL		S/O	

Si autres sources de financement, préciser :

Commentaires

Inscrire des commentaires, s'il y a lieu.

SIGNATURES

Dirigeant en ressources informationnelles	<div>Nom, prénom</div>	<div>Signature</div>	<div>AAAA/MM/JJ</div> <div>Date</div>
Dirigeant des ressources financières	<div>Nom, prénom</div>	<div>Signature</div>	<div>AAAA/MM/JJ</div> <div>Date</div>
Dirigeant de l'organisation	<div>Nom, Prénom</div>	<div>Signature</div>	<div>AAAA/MM/JJ</div> <div>Date</div>